

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**Comète**

Société civile de placement immobilier à capital variable  
Procédant à une offre au public  
Capital social minimum : 760.000 €  
Siège social : 4, avenue Georges Mandel, 75116 Paris  
RCS Paris : n°980 596 811

**AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
EN DATE DU 05 FEVRIER 2024**

Les associés de la société **Comète** sont convoqués par la société de gestion sur première convocation :

**le 05 février 2024 à 14h**

**chez Alderan, au 4 avenue Georges Mandel – 75116 Paris**

en assemblée générale extraordinaire, en vue de délibérer sur l'ordre du jour exposé ci-après :

1. Augmentation du plafond du capital social de la Société ;
2. Modification corrélatrice des Statuts et de la Note d'Information ;
3. Pouvoirs pour formalités.

Un lien de visioconférence sera communiqué par courriel aux associés.

***TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE  
EXTRAORDINAIRE***

**PREMIERE RESOLUTION**

***Augmentation du plafond du capital social de la Société***

Après avoir entendu la lecture du rapport de la Société de Gestion, l'assemblée générale décide d'augmenter le montant du capital social statutaire maximum actuellement de quinze millions d'euros (15.000.000 €) divisé en cent mille (100.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent cinquante euros (150 €) chacune pour le porter à cinquante millions cent euros (50.000.100 €) divisé en trois cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (333.334) parts sociales d'une valeur nominale de cent cinquante euros (150 €) chacune.

**DEUXIEME RESOLUTION**

***Modification corrélatrice des Statuts et de la Note d'Information***

Après avoir entendu la lecture du rapport de la Société de Gestion, en conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier les Statuts comme suit :

- le premier alinéa de l'article 7.2 « *Capital social statutaire* » est désormais rédigé comme suit en remplacement de la rédaction antérieure, le reste de l'article demeurant inchangé :

*« Le montant du capital statutaire qui constitue le maximum au-delà duquel les nouvelles souscriptions ne pourront être reçues est fixé à cinquante millions cent (50.000.100) euros. La Société de Gestion est autorisée statutairement à augmenter le capital social pour le porter à ce montant maximal de cinquante millions cent euros (50.000.100 €) par la création de parts nouvelles sans qu'il y ait toutefois obligation quelconque d'atteindre ce montant dans un délai déterminé. »*

- le premier alinéa de l'article 8. « *VARIABILITE DU CAPITAL SOCIAL* » est désormais rédigé comme suit en remplacement de la rédaction antérieure, le reste de l'article demeurant inchangé :

*« Dans la limite du capital social statutaire de cinquante millions cent (50.000.100) euros, le capital social souscrit est susceptible d'augmentation par des versement successifs faits par les associés ou par des associés nouveaux. »*

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale autorise la Société de Gestion à procéder à la modification de la Note d'Information comme suit :

- le deuxième alinéa intitulé « *Capital social statutaire maximum* » de l'article 9. « VARIABILITE DU CAPITAL » de la section « INTRODUCTION » de la Note d'Information est désormais rédigé comme suit en remplacement de la rédaction antérieure, le reste de l'article demeurant inchangé :

« **Capital social statutaire maximum** : le capital social statutaire maximum est le plafond en deçà duquel les souscriptions pourront être reçues. Il n'existe aucune obligation d'atteindre le montant du capital social statutaire maximum. Ce montant pourra être modifié par décision des associés réunis en assemblée générale extraordinaire. Les associés ont décidé de fixer le capital social statutaire maximum à cinquante millions cent euros (50.000.100 €), divisé en trois cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (333.334) parts d'une valeur nominale de cent cinquante euros (150€) euros chacune. Le capital maximum fixé par la Société de Gestion est porté à la connaissance du public par un avis publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO). »

- l'avant-dernier alinéa de l'article 5.2 « *Souscription d'une part* » du Chapitre 1 : « CONDITIONS GENERALES DE SOUSCRIPTIONS DE PARTS » de la Note d'Information est désormais rédigé comme suit en remplacement de la rédaction antérieure, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Tout nouvel associé doit souscrire au minimum 20 parts. Le capital plafond étant fixé à 50.000.100 euros, il sera émis au maximum 333.334 parts. »

- l'alinéa intitulé « *Capital social statutaire maximum* » de l'article 1. « LA SCPI » du Chapitre 5 : « ADMINISTRATION, CONTROLE, INFORMATION DE LA SOCIETE, ACTEURS » de la Note d'Information est désormais rédigé comme suit en remplacement de la rédaction antérieure, le reste de l'article demeurant inchangé :

« **Capital social statutaire maximum** : Le capital social statutaire maximum est le plafond en deçà duquel les souscriptions pourront être reçues. Il n'existe aucune obligation d'atteindre le montant du capital social maximum statutaire maximum. Ce montant pourra être modifié par décision des associés réunis en assemblée générale extraordinaire. Le capital social statutaire est fixé à 50.000.100 euros divisé en 333.334 parts d'une valeur nominale de 150 euros chacune. »

### TROISIEME RESOLUTION

#### *Pouvoirs pour formalités*

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, l'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'effectuer toutes les formalités requises par la loi nécessaires à la mise en œuvre des résolutions qui précèdent.

\*  
\*   \*

Si l'assemblée générale ne peut pas valablement délibérer faute de réunir le quorum requis, les associés seront à nouveau convoqués afin de délibérer sur le même ordre du jour sur seconde convocation.